La Suisse découvre son "colonialisme sans colonies"

Autor(en): **Steiner, Jürg**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue suisse : la revue des Suisses de l'étranger**

Band (Jahr): **47 (2020)**

Heft 5

PDF erstellt am: **28.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-1032983

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

La Suisse découvre son «colonialisme sans colonies»

Les mouvements de contestation contre le racisme «Black Lives Matter», nés aux États-Unis, essaiment en Suisse avec une vigueur surprenante. Pourquoi?

Malgré les restrictions liées au coronavirus, des milliers de personnes ont manifesté contre le racisme au début de juin 2020 à Bâle.
Photo Keystone

JÜRG STEINER

L'élément déclencheur a été une vidéo dévoilant la violence extrême d'un officier de police blanc ayant entraîné la mort de l'Afro-Américain George Floyd à la fin du mois de mai dans la ville de Minneapolis, aux États-Unis. Cette vidéo a été relayée sur les réseaux sociaux du monde entier et, à la mi-juin, des milliers de personnes – essentiellement des jeunes – sont descendues dans les rues, y compris dans les villes suisses, pour manifester contre le racisme. Sous le slogan «Black Lives Matter», les manifestations se sont déroulées la plupart du temps de manière pacifique et ont été tolérées par les autorités, moyennant le respect des restrictions en vigueur dans l'espace public pour endiguer le coronavirus.

La vague de contestation déclenchée en Suisse par un événement international n'est pas étonnante en tant que telle. Ce qui est exceptionnel, c'est plutôt la manière dont le racisme ordinaire vis-à-vis des gens de couleur noire y est devenu un sujet d'actualité brûlant, alors que la Suisse n'a jamais été une puissance coloniale active, ni un pays dans lequel l'autorité publique s'exprime de manière manifestement discriminatoire contre les personnes n'ayant pas la peau blanche.

«La Suisse n'est pas un îlot à l'abri des problèmes»

«Il me semble que la génération des jeunes prend de plus en plus conscience que la Suisse n'est, sur ces questions, pas un îlot à l'abri des problèmes», relève l'historien Bernhard C. Schär. «C'est étonnant en réalité, ajoute-t-il, car ces sujets ne sont toujours guère abordés à l'école.» Bernhard C. Schär mène des recherches à l'EPF de Zurich et fait partie d'un groupe d'historiens qui s'efforcent de promouvoir une relecture critique de l'histoire de la Suisse mondialisée.

Cette vision souvent refoulée de la Suisse trouve toujours plus de résonance. Notamment parce qu'elle tient compte de la réalité: 40 % des personnes vivant en Suisse sont issues de l'immigration. Et 70 % des employés des entreprises suisses travaillent à l'étranger. «L'histoire de la Suisse ne se déroule pas, et ne s'est jamais déroulée, uniquement en Suisse et en Europe.» C'est la raison pour laquelle de moins en moins de personnes se reconnaîtraient dans un récit qui se concentrerait uniquement sur la Suisse dans ses frontières. L'approche plus ouverte du passé de la Suisse fait que l'on tombe automatiquement sur des traces de colonialisme et de racisme.

Les Suisses s'en rendent compte aussi dans leur vie quotidienne. D'après un rapport du Service national de lutte contre le racisme, 59 % d'entre eux considèrent le racisme comme un problème important, et 36 % des personnes issues de l'immigration vivant en Suisse ont subi des discriminations au cours des années analysées (entre 2013 et 2018), principalement dans un contexte professionnel ou lors de la recherche d'un emploi.

À cela s'ajoute le fait que pour les jeunes Suisses, il est aujourd'hui normal d'avoir des camarades d'une autre couleur de peau. Et la «génération YouTube» approfondit aussi le sujet du racisme grâce aux médias sociaux. Les clips d'animateurs de télévision noirs américains comme Trevor Noah, né en Afrique du Sud d'un père suisse immigré, trouvent également un public en Suisse. Cela stimule le besoin de s'emparer de la brutale agression raciste ayant eu lieu aux États-Unis pour s'interroger sur la situation en Suisse, d'autant plus que le pays compte également des cas de violences policières. En 2018, par exemple, un homme noir est décédé à Lausanne d'un arrêt respiratoire après que des policiers l'ont plaqué au sol.

Des monuments contestés

En Suisse, un grand nombre de monuments historiques sont susceptibles d'attiser les colères antiracistes. Par exemple, les statues érigées en l'honneur de pionniers de l'économie ou de scientifiques suisses dont les implications dans la pratique coloniale de l'exploitation ont longtemps été niées. Comme le négociant neuchâtelois David de Pury, qui fit fortune à la cour portugaise au XVIIIe siècle notamment grâce au trafic d'esclaves et qui légua ses biens à la ville de Neuchâtel où il a sa statue en bronze. Après les manifestations «Black Lives Matter», des militants antiracistes ont barbouillée celle-ci de peinture rouge sang et lancé une pétition pour qu'elle soit déboulonnée.

Longtemps larvée, la controverse autour du brillant glaciologue Louis Agassiz, qui développa au XIXe siècle une théorie raciste avec laquelle les États-Unis légitimèrent la discrimination de leur population noire, a repris de l'ampleur. En Suisse, un sommet montagneux porte le nom du savant à la frontière entre les cantons de Berne et du Valais. Un comité emmené par l'historien Hans Fässler demande depuis 15 ans qu'il soit rebaptisé. Les trois communes concernées s'y opposent toutefois fermement.

Des accusations sont également portées contre la figure d'Alfred Escher, pionnier de l'économie zurichois. Sa famille, largement ramifiée, possédait des plantations à Cuba, où travaillaient des esclaves. Et même Henri Dunant, qui fonda le Comité international de la Croix-Rouge, s'était livré avant cela à des activités coloniales. À Sétif, en Algérie, il avait fondé une société financière pour un producteur de céréales genevois, apprend-on dans l'ouvrage «Postkoloniale Schweiz» (La Suisse post-coloniale, non traduit), publié par des historiennes suisses.

Ce même ouvrage montre que si de riches entrepreneurs profitèrent du «colonialisme sans colonies» de la Suisse, ce fut aussi le cas de citoyens des classes moyenne et inférieure de la société. Par exemple, les mercenaires qui se sont battus dans les colonies françaises au sein de la Légion étrangère. Vu sous cet angle, l'héritage de la contribution suisse au colonialisme, longtemps nié, devient un sujet allant bien au-delà de l'éventuel déboulonnage des statues.

David De Pury (1709–1786) L'ascension économique du Neuchâtelois David De Pury se fit au Portugal, où il se livra tout d'abord au commerce de diamants avec le Brésil avant de prendre part à la traite des esclaves à grande échelle. La compagnie de transport «Pernambuco e Paraiba», dont il était actionnaire, déporta entre 1761 et 1786 plus de 42 000 Africains capturés. En 1762, David De Pury fut appelé à la cour du roi du Portugal. Il légua son immense fortune à la ville de Neuchâtel. Celle-ci s'en servit pour construire les bâtiments qui lui confèrent aujourd'hui son caractère particulier.

Louis Agassiz (1807–1873) Au début de sa carrière, le Fribourgeois Jean Louis Rodolphe Agassiz se consacra à l'étude des glaciers et des fossiles de poissons. Après son déménagement aux États-Unis (en 1846), il devient un professeur très en vue à l'université de Harvard. Ce qui pose problème, ce sont les théories racistes que Louis Agassiz développa et promut aux États-Unis. S'étant donné pour mission de prouver scientifiquement l'infériorité des esclaves noirs, il les décrivait comme une «race corrompue et dégénérée». Il devint un défenseur véhément et influent de la ségrégation raciale.

Alfred Escher (1819–1882) Le zurichois Alfred Escher, leader économique, pionnier du chemin de fer, fondateur du Crédit Suisse et politicien, eut une influence inégalée sur le développement de la Suisse au XIXe siècle (il est ici portraituré en tant que président du Conseil national en 1849). De son vivant déjà, sa famille fut accusée de profiter de l'esclavage. Les choses se sont clarifiées avec la publication de recherches historiques en 2017: la famille Escher possédait une plantation de café à Cuba, où des esclaves surveillés par des chiens travaillaient 14 heures par jour.

Alimenté par les mouvements de protestation, le débat sur la manière dont un racisme structurel d'État impacte la vie des Noirs aujourd'hui en Suisse est plus récent. La majorité des personnes qui s'expriment publiquement indiquent que le profilage racial – soit les contrôles au faciès et les soupçons de la police et des autorités fondés sur la couleur de la peau et des cheveux – fait partie de leur quotidien. Un rapport de l'ONU reproche à la Suisse d'en faire trop peu contre le profilage racial.

L'artiste Mbene Mwambene, originaire du Malawi et vivant à Berne, dit que le racisme qu'il rencontre en Suisse est, contrairement aux États-Unis, plutôt «caché» et traversé par des stéréotypes contradictoires. D'une part, relate-t-il, on attend de lui qu'en tant qu'Africain, il sache très bien danser. D'autre part, il est souvent arrêté et fouillé pour vérifier qu'il ne détient pas de drogue.

Les autorités policières suisses contestent avoir recours au profilage racial. Avant d'entrer en fonction, les policiers suivent en Suisse une formation de base de deux ans pendant laquelle ils sont confrontés aux questions des jugements de valeur et du respect des droits humains. Les contrôles au faciès sont un thème systématiquement abordé dans la formation des policiers, confirme par exemple le chef de la police saint-galloise Fredy Fässler (PS).

Les intellectuels de couleur vivant en Suisse ont clairement contribué à la montée en puissance des débats sur le racisme en Suisse. Ils se sont fédérés et ont mis en avant des personnalités qui parviennent à faire entrer dans le débat public la réalité du racisme qu'elles subissent au quotidien. Des docteures en sciences comme l'anthropologue afro-suisse Serena Dankwa sont régulièrement interviewées par les médias publics. Un point central de l'argumentation de cette dernière trouve toujours plus d'écho: elle invite à reconnaître enfin le lien entre l'ancienne vision coloniale raciste de l'Afrique, toujours répandue y compris en Suisse, et les discriminations systématiques d'aujourd'hui, qui touchent toutes les personnes de couleur.

JÜRG STEINER EST JOURNALISTE ET RÉDACTEUR À LA «BERNER ZEITUNG»